

Bangladesh

L'exploitation comme horizon



Par Yvan Nicolas

Pour des millions de personnes sans ressources, la question vitale qui se pose chaque matin est « où et comment trouver du travail afin de nourrir sa famille ? »

90 % de la population travaille dans le secteur informel et dans la rue. Les cyclo-taxis, les rickshaws (petits véhicules à moteurs), les casseurs de briques, les ramasseurs et trieurs de déchets, les manœuvres ou les maçons, côtoient les innombrables vendeurs en tous genres : échoppes d'aliments et de boissons rafraîchissantes, artisans, réparations mécaniques, couture, billets de tombola, ...

Ajoutant encore au brouhaha incessant, les transporteurs tracent leur chemin au milieu de la foule. Tous les moyens de locomotion font l'affaire : du vélo au camion le plus polluant, les « bons vieux Tatas indiens rafistolés qui crachent leur fumée noire de petites particules de carbone odorantes ».

Incertains, dangereux et mal payé

C'est le point commun des métiers au Bangladesh. Le « salaire minimum » existe quelque part, dans la loi ... Mais il n'est pratiquement jamais appliqué.

30 fb par jour est la « norme » salariale la plus courante. Pratiquement tous les travailleurs que nous avons pu rencontrer au cours de ce séjour, « gagnent » environ 60 à 70 takas par jour pour des journées de 12 à 15 heures de travail, soit environ 2 francs belges de l'heure !

Ce n'est pas pour rien que le Bangladesh est classé parmi les cinq pays les plus pauvres au monde : même le travail ne produit pas de valeur ajoutée financière, ni pour les travailleurs, ni pour le pays.

Pour survivre, il faut trouver du travail...

Le Bangladesh, pays inondé ! Telle est souvent l'image que nous avons de ce pays dont les médias nous parlent en général une fois par an lorsque les eaux de la mousson envahissent les terres des campagnes et les rues des villes. Pourtant, une semaine de voyages et de rencontres avec des travailleurs et des syndicalistes bengalis amène à prendre conscience d'un autre raz-de-marée, encore bien plus dramatique : la dévastation des droits et de la vie des gens.

La plupart des travailleurs de la rue n'ont pas de contrat de travail : le matin, ils arpentent les rues de la ville en espérant trouver du boulot. Parfois il y en a, ... souvent il n'y en a pas. Au pied des immeubles en construction, de longues files s'étirent : les candidats, dont beaucoup de femmes et d'enfants, sont nombreux mais les emplois sont rares.

L'avenir se résume à la journée de lendemain.

Dans les usines et dans les ateliers, la situation est à peine plus enviable. Deux accidents tragiques sont venus illustrer les risques insensés que les responsables d'entreprises et les investisseurs étrangers font courir aux travailleurs.

À Chittagong, un incendie a ravagé une usine textile : soixante travailleuses sont mortes, pratiquement toutes des jeunes

filles de 15 à 25 ans, brûlées vives parce que les issues de secours étaient fermées à clef, ce qui est pratiquement chaque fois le cas pour « raisons de sécurité ». Celle-ci est plutôt conçue pour empêcher les vols au sein de l'entreprise que pour protéger la santé et la vie des travailleurs.

Le lendemain, au centre de Dhaka, dans un quartier industriel de la capitale, un immeuble s'est effondré, ensevelissant les travailleurs qui étaient en train de le transformer : une vingtaine de travailleurs de la construction ont été écrasés.

La mort, par « soucis de rentabilité » et par « corruption »

Ces « accidents » sont malheureusement courants au Bangladesh. L'an dernier, c'était une autre usine textile qui s'était effondrée :



Photo : Solidarité Mondiale

les neufs étages de l'immeuble conçu au départ pour trois (!) n'avaient pas résisté à la pression et aux vibrations des machines. Entre 80 et 100 travailleurs y ont aussi perdu la vie. Et des centaines d'autres ont été gravement blessés.

Cette usine produisait entre autre des t-shirts pour la multinationale Carrefour et pour Cotton Group, une société belge spécialisée dans la vente de t-shirts promotionnels. Une action est d'ailleurs toujours en cours pour que ces entreprises assument leur responsabilité, indemnisent les familles des victimes et octroient une allocation de remplacement aux nombreux blessés qui resteront handicapés à vie.

(voir l'action de Solidarité Mondiale et de la CNE de Carrefour au sein de la campagne *Vêtements Propres* sur le site www.vetementspropres.be)

Lorsqu'ils se reproduisent à une telle cadence, ces accidents n'en sont plus : ils sont le résultat tout à fait logique et prévisible de la compétition acharnée que se livrent les entreprises pour être concurrentielles sur le plan mondial. Le seul objectif poursuivi est le profit et la rentabilité immédiate, au détriment des consignes de sécurité les plus élémentaires, et au détriment de la vie des travailleurs.

A Rayerbazar, une lueur d'espoir

Rayerbazar est un ancien quartier industriel de Dhaka, la capitale du pays. Les entreprises installées là auparavant ont fait faillite ou sont parties s'installer ailleurs, dans les zones franches où elles reçoivent des primes ou des avantages fiscaux et où la « paix sociale est militairement garantie » !

Les familles pauvres qui ont quitté leurs terres pensant trouver en ville un avenir meilleur se sont installées là, dans ce qui est devenu un des plus grands bidonvilles de la capitale.

Aujourd'hui, plus de 15 000 personnes vivent à Rayerbazar, dans des conditions d'hygiène et de sécurité très précaires.

Pour les enfants, comme pour leurs parents, la vie est difficile : pour survivre, il faut trouver du travail. La plupart des personnes va-

lides quittent le quartier le matin pour chercher un travail en rue ou pour tenir une échoppe. Les enfants, dès l'âge de quatre ou cinq ans, accompagnent leurs parents ou partent eux-mêmes à la recherche d'un boulot et d'un revenu hypothétique. Le soir, les familles se recomposent pour passer la nuit.

C'est dans ce contexte délicat que le BSSF (le syndicat partenaire de Solidarité Mondiale au Bangladesh) a ouvert une « école » pour permettre aux enfants du bidonville d'accéder à un minimum d'éducation et de connaissance.

Depuis dix ans, le « centre d'éducation informel de Rayerbazar » accueille ainsi une soixantaine d'enfants de 5 à 14 ans. La classe est dédoublée : une classe vient le matin, et l'autre l'après-midi pour permettre à ces enfants de continuer à travailler. En effet, le petit revenu de l'enfant travailleur est vital pour sa famille et pour lui-même, étant donné le faible salaire des parents.

Les cours sont donnés par deux institutrices qui ont été engagées par le syndicat. Ce sont essentiellement des cours de bangali, de mathématique et d'anglais. Elles adaptent le programme UCEP (underprivileged children education program) afin de permettre aux enfants qui le peuvent, après un an de cours, d'accéder à l'école primaire ou technique.

En général, les garçons sont plutôt orientés vers des filières mécaniques tandis que les filles se préparent pour pouvoir travailler

ensuite dans l'industrie textile qui représente un réel espoir pour elles.

Bien sûr, l'accès à l'école est gratuit pour les enfants. Et le BSSF prend en charge une petite collation journalière pour compenser quelque peu la perte de revenus liée à la fréquentation de l'école par les enfants.

A l'avenir, le BSSF aimerait ouvrir d'autres centres d'éducation pour enfants travailleurs dans le quartier de Rayerbazar, mais aussi ailleurs dans le pays. Car les besoins d'éducation sont énormes pour assurer un avenir de meilleure qualité aux millions d'enfants du Bangladesh.

Solidarité Mondiale soutient d'autres programmes du BSSF : la promotion des femmes au sein de la structure syndicale, le développement d'activités socio-économiques par les tisserands, le centre de formation. Sans oublier les activités de G.K. (Gonoshasthaya Kendra) qui développe tout un programme global de santé primaire et de développement social et celles du CWA B, le Mouvement des travailleurs chrétiens dans le domaine de l'action sociale et de la formation des adultes.

Ainsi, malgré la situation sociale et économique catastrophique, les mouvements sociaux démontrent qu'il est possible de construire des alternatives crédibles, porteuses de droits et de respect pour les travailleurs. Mais c'est un combat quotidien, jalonné de victoires et de défaites, qui justifie notre soutien moral et financier. ■



Le « centre d'éducation informel de Rayerbazar » accueille une soixantaine d'enfants de 5 à 14 ans.